

Regain démographique en proche couronne



M.-A. Pontier / IAU idf

Le déficit migratoire s'est fortement réduit en proche couronne, notamment en Seine-Saint-Denis, et s'est mué en un très léger excédent dans les Hauts-de-Seine. Quant au solde naturel, il est partout orienté à la hausse.

Depuis 1999, la croissance démographique s'est accélérée, en Île-de-France comme ailleurs en France. Les raisons ? Un excédent croissant des naissances sur les décès et, dans une moindre mesure, un solde migratoire avec les Dom-Tom et l'étranger orienté à la hausse. Pour fixer les idées, de 1999 à 2005, l'excédent naturel de la France représente 81 % de celui de l'Union européenne à 25 et celui de l'Île-de-France 32 %

à lui seul. Ces proportions étaient respectivement de 43 % et de 18 % de 1990 à 1998. Seuls des échanges migratoires fortement déficitaires avec les autres régions font que la population francilienne progresse au final au même rythme que celle de la France, et ce maintenant depuis près d'un demi-siècle. En affinant l'analyse à l'échelon des départements, les spécificités de la période récente apparaissent plus clairement, en Île-de-France comme ailleurs.

L'attrait des littoraux atlantique et méditerranéen, de la région toulousaine et du sillon rhodanien.

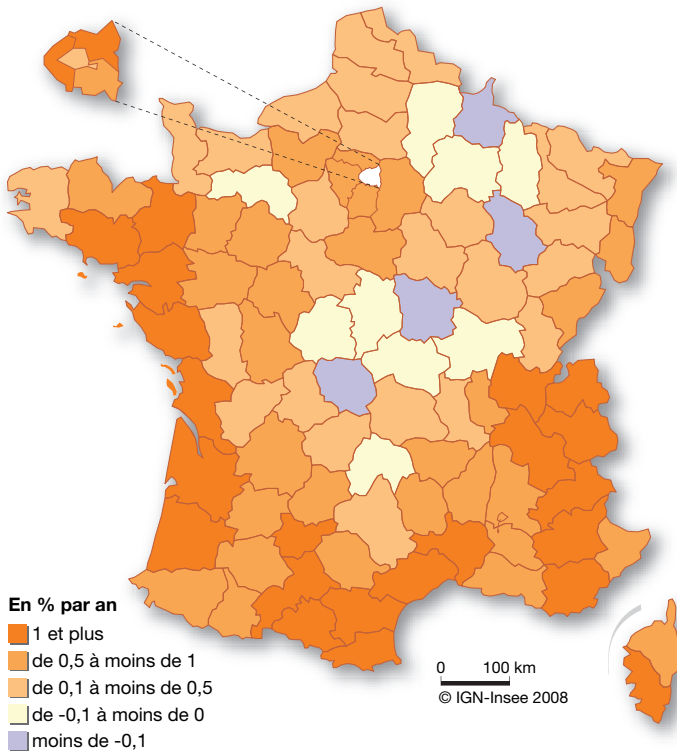
La dynamique démographique récente confirme l'attrait des façades atlantique et méditerranéenne, du bassin versant du Rhône et de la région toulousaine. Elle ne recouvre que très partiellement la géographie du peuplement de la France. Celle-ci compte en effet vingt départements de plus d'un million d'habitants. Parmi eux, six seulement font partie des vingt-deux départements métropolitains dont la croissance de la population dépasse 1 % par an depuis 1999. Quant aux départements franciliens, qui tous comptent plus d'un million d'habitants, deux seulement figurent

Solde migratoire et ajustement

La variation d'une population entre deux recensements tient au solde naturel, connu par l'état civil, et au solde migratoire calculé par différence. La mise en œuvre de la nouvelle méthode de recensement, basée sur des enquêtes annuelles étalées sur un cycle de cinq ans, a conduit l'Insee à introduire un facteur d'ajustement, justifié par les différences de méthode entre le recensement de 1999 et celui de 2004.

En France métropolitaine, cet ajustement a été estimé à 428 000 personnes. Il n'est pas définitif et pourrait être révisé par l'Insee en 2009, à l'issue du cycle complet des cinq premières enquêtes annuelles de recensement (EAR). L'IAU Île-de-France a estimé cet ajustement à 136 000 personnes pour la région. Il n'a pas été ventilé par département, jugeant préférable d'attendre la fin du cycle des cinq premières EAR. La croissance démographique apparente surestime donc la croissance réelle de la population de 136 000 personnes à l'échelon de la région. Le déficit migratoire apparent de l'Île-de-France est, quant à lui, sous-estimé d'autant. Le solde migratoire réel avoisine donc - 292 000 entre les 1^{er} janvier 1999 et 2006 (contre - 156 000 pour le solde apparent). Quant aux départements, tous enregistrent probablement un déficit migratoire, même s'il ne peut être quantifié à ce stade. Ceci ne remet pas en cause le constat global, à savoir, le regain démographique en proche couronne et le resserrement des dynamiques migratoires entre départements.

Taux annuel moyen d'évolution de la population entre 1999 et le 1^{er} janvier 2006



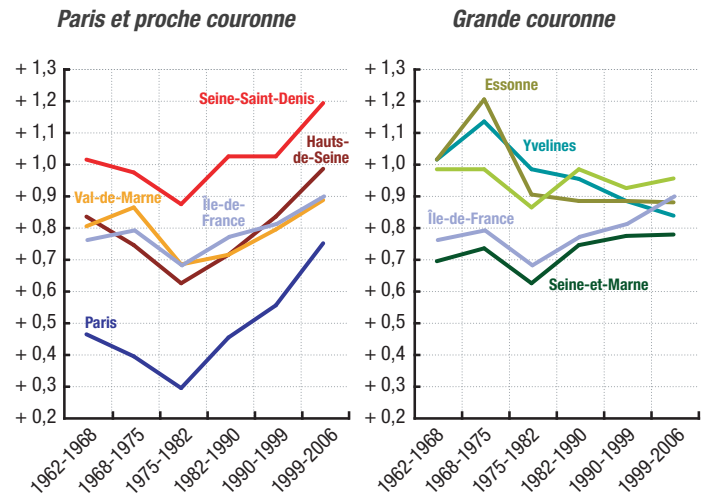
parmi la liste, en vingtième position *ex æquo* : la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine. Leur croissance est entièrement imputable à l'excédent naturel, ce qui les distingue des vingt autres départements métropolitains les plus dynamiques.

Population en forte croissance dans les départements de proche couronne

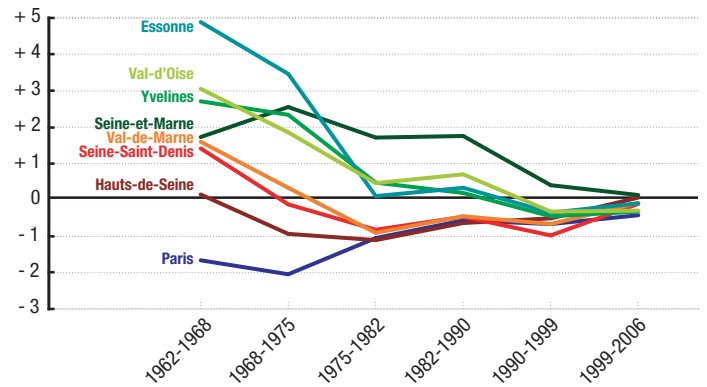
Si l'évolution démographique récente de l'Île-de-France dans

son ensemble s'inscrit dans la continuité, la géographie de celle-ci apparaît plutôt en rupture. Pour la première fois depuis la fin des années soixante, l'essentiel de la croissance démographique s'observe en effet au cœur de la région et non plus en grande couronne. D'après les estimations de l'IAU Île-de-France, les deux tiers des gains de population se localisent désormais dans un rayon de 20 km autour de Notre-Dame. Depuis 1968, cette proportion n'avait jamais dépassé 20 %.

Taux annuel d'évolution dû au solde naturel par période (en %)



Taux annuel d'évolution dû au solde migratoire apparent par période (en %)



Source : Insee, recensements de la population (dénombrement jusqu'en 1999), estimations localisées de population au 1^{er} janvier 2006, état civil

Ce recentrage de la croissance démographique francilienne résulte d'une hausse de l'excédent naturel, à Paris comme en proche couronne, mais surtout d'un déficit migratoire qui s'est

fortement réduit par rapport à la décennie précédente en proche couronne. Rien de tel en grande couronne où le solde naturel et le solde migratoire ont peu varié par rapport aux années 1990.

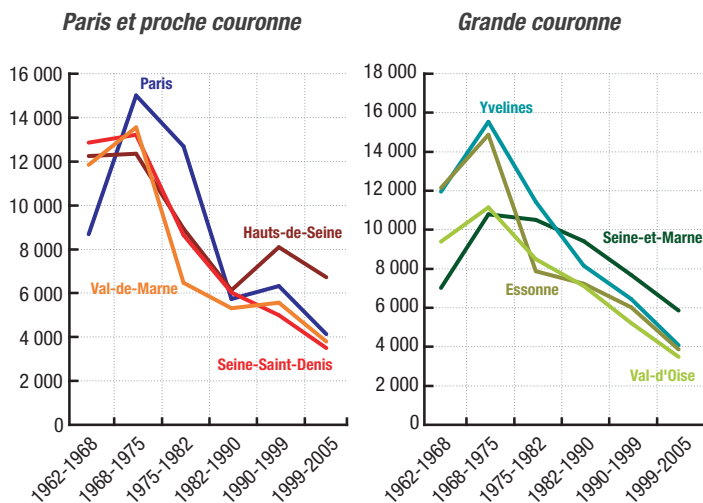
Évolution de la population en Île-de-France sur la période 1999-2005

1999-2005	Population		Ensemble de la période 1999-2005					Variation annuelle moyenne de la population entre le 1/1/1999 et le 1/1/2006					
	01/01/99 (1)	01/01/06 (2)	Variation apparente* (3)=(2)-(1)	Naissances (4)	Décès (5)	solde naturel (6)=(4)-(5)	solde migratoire apparent* (8)=(3)-(6)	Variation apparente*		due au solde naturel		due au solde migratoire apparent*	
								en volume	en %	en volume	en %	en volume	en %
Paris	2 123 686	2 168 000	44 314	222 029	110 144	111 885	- 67 571	6 331	0,30 %	15 984	0,75 %	- 9 653	- 0,45 %
Hauts-de-Seine	1 427 888	1 532 000	104 112	171 214	70 173	101 041	3 071	14 873	1,01 %	14 434	0,98 %	439	0,03 %
Seine-Saint-Denis	1 383 319	1 485 000	101 681	178 924	60 361	118 563	- 16 882	14 526	1,02 %	16 938	1,19 %	- 2 412	- 0,17 %
Val-de-Marne	1 227 030	1 293 000	65 970	137 132	59 650	77 482	- 11 512	9 424	0,75 %	11 069	0,88 %	- 1 645	- 0,13 %
Proche couronne	4 038 237	4 310 000	271 763	487 270	190 184	297 086	- 25 323	38 823	0,93 %	42 441	1,02 %	- 3 618	- 0,09 %
Seine-et-Marne	1 191 775	1 267 500	75 725	123 705	57 382	66 323	9 402	10 818	0,88 %	9 475	0,77 %	1 343	0,11 %
Yvelines	1 353 945	1 398 500	44 555	138 328	58 320	80 008	- 35 453	6 365	0,46 %	11 430	0,83 %	- 5 065	- 0,37 %
Essonne	1 133 836	1 193 500	59 664	120 322	49 329	70 993	- 11 329	8 523	0,74 %	10 142	0,87 %	- 1 618	- 0,14 %
Val-d'Oise	1 104 533	1 153 500	48 967	121 650	46 771	74 879	- 25 912	6 995	0,62 %	10 697	0,95 %	- 3 702	- 0,33 %
Grande couronne	4 784 089	5 013 000	228 911	504 005	211 802	292 203	- 63 292	32 702	0,67 %	41 743	0,86 %	- 9 042	- 0,19 %
Île-de-France	10 946 012	11 491 000	544 988	1 213 304	512 130	701 174	- 156 186	77 855	0,70 %	100 168	0,90 %	- 22 312	- 0,20 %

Source : Insee, Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007, Estimations localisées de population au 1^{er} janvier 2006, Estimations IAU Île-de-France

* Voir l'encadré page précédente pour l'explication du terme «Apparent».

Construction annuelle moyenne de logements neufs



Construction de logements et parc inoccupé au plus bas depuis trente ans

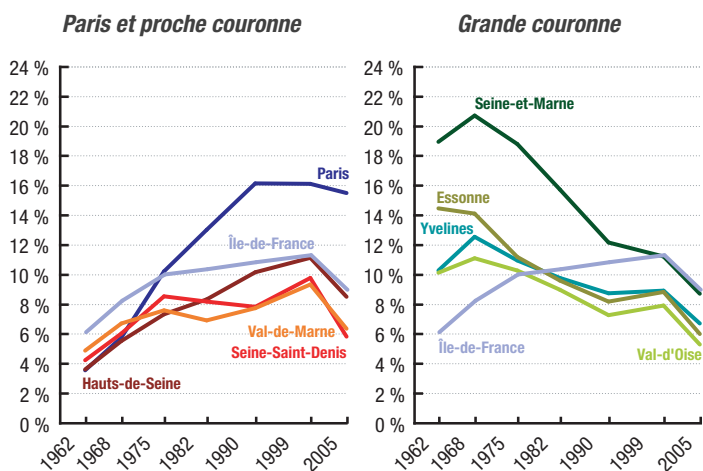
Le recentrage de la croissance démographique francilienne ne provient pas d'une hausse de la construction de logements au cœur de l'agglomération. À l'échelon régional, celle-ci n'a jamais été aussi faible. En 2006, l'Île-de-France pointe en effet en dernière position des régions françaises pour le nombre de logements mis en chantier pour mille habitants. Dans tous les départements franciliens, la production annuelle de logements neufs a diminué depuis 1999. Elle n'a même jamais été aussi faible depuis un demi-siècle, à l'exception des Hauts-de-Seine dont la production récente dépasse, mais de peu, le minimum des années 1980. Les écarts entre départements se sont aussi considérablement resserrés. Le recentrage de la croissance démographique francilienne provient pour partie de la forte baisse du parc de logements inoccupés. L'Île-de-France compte en 2005 de l'ordre de 100 000 logements vacants, résidences secondaires ou occasionnelles de moins qu'en 1999. On peut estimer que ces logements remis sur le marché, un peu plus petits que la moyenne, ont permis de loger un peu plus de 200 000 Franciliens. La moitié d'entre eux résident aujourd'hui en proche couronne où ce parc a fortement diminué. Cette mobilisation importante du parc inoccupé pour loger les Franciliens

entre 1999 et 2005 comporte en elle-même des limites. Un volant minimum de logements inoccupés reste inévitable : logements mis en vente ou en location à un prix trop élevé, logements en travaux, en attente de l'occupant suivant ou du règlement d'une succession, pied-à-terre professionnels ou familiaux, résidences secondaires. Au plus fort de la dernière très grave crise du logement en France, en 1962, 6,1 % des logements franciliens restaient ainsi inoccupés. Cette proportion est de 8,9 % en 2005. Elle était de 11,3 % en 1999. En outre, à mesure que le stock mobilisable diminue, le risque est grand que les logements restants inoccupés soient aussi les moins bien situés, les plus exposés aux nuisances, les moins bien entretenus, sans pour autant figurer parmi les moins chers.

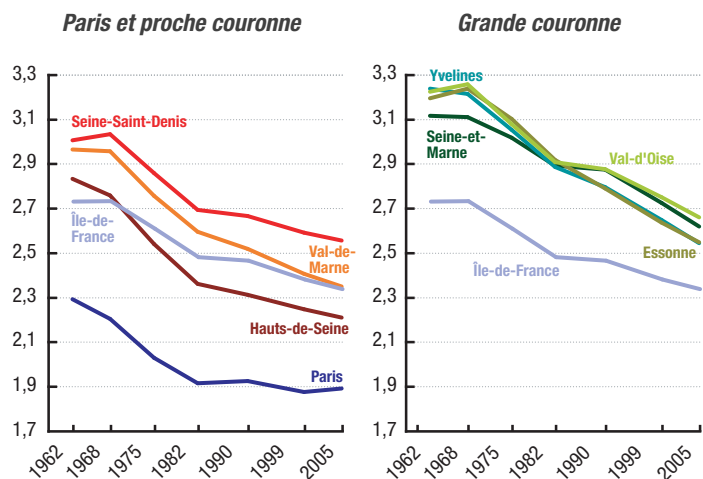
Forte baisse de la taille des ménages en grande couronne

Le recentrage de la croissance démographique est surtout lié à l'évolution du nombre moyen de personnes par logement. La baisse de ce nombre a en effet été deux fois plus prononcée en grande couronne qu'en proche couronne, tandis qu'à Paris celle-ci, déjà très faible, n'a pratiquement pas varié. Pourquoi une telle diminution en grande couronne ? Pour l'essentiel en raison de son histoire urbaine et de la nature du parc de logements, composés pour 58 % de loge-

% de logements inoccupés dans le parc de logements



Nombre moyen de personnes par logement



Le parc de logements et son occupation sont connus pour chaque région au 1^{er} janvier 2005 à partir de l'exploitation détaillée des trois premières enquêtes annuelles de recensement. Par ailleurs, les EAR de 2004 à 2007 fournissent la population et/ou le parc de logements recensés ou estimés pour 84 % des communes franciliennes qui rassemblent 97 % de la population régionale. Sur cette base, l'IAU Île-de-France a procédé à une estimation du parc de logements et de son occupation au 1^{er} janvier 2005 pour chaque département francilien. Cette estimation provisoire est cohérente avec l'estimation de ces mêmes données à l'échelon régional au 1^{er} janvier 2005, publiée par l'Insee en juillet 2007. L'actualisation du parc de logements des communes «manquantes» repose pour l'essentiel sur l'estimation des logements neufs livrés depuis le RGP 1999 à partir des listes de permis de construire de logements ordinaires qui ont été délivrés, issus des fichiers Sitadel en date réelle fournis par la Dreif.

Source : Insee, recensements de la population jusqu'en 1999, estimations IAU Île-de-France au delà (voir commentaire ci-contre).

ments familiaux (quatre pièces ou plus). Ces départements ont en effet accueilli massivement des familles avec enfants depuis la fin des années soixante et voient désormais ces enfants quitter progressivement le domicile parental. Nombre de maisons individuelles occupées à l'origine par des familles de quatre ou cinq personnes ne comptent plus aujourd'hui que deux ou trois occupants. Un phénomène

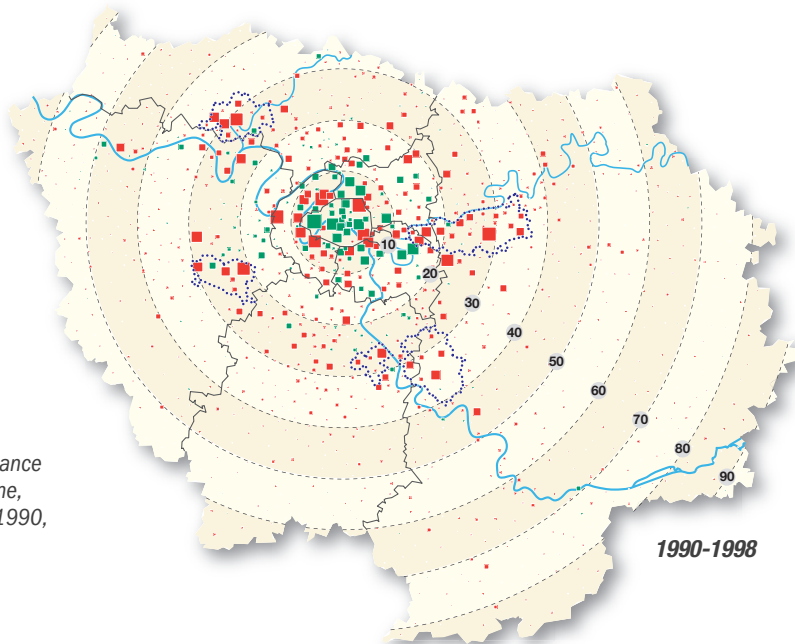
appelé à se poursuivre. La baisse plus modérée de la taille des ménages au centre de l'agglomération est plus délicate d'interprétation. Elle traduit vraisemblablement la présence accrue de familles avec enfants, notamment dans le parc de maisons individuelles de l'entre-deux-guerres qu'elles ont réinvesti et souvent agrandi. La hausse du solde naturel va dans ce sens. Mais le cœur de l'agglomération, qui offre 80 %

des studios et deux pièces de l'ensemble de la région, est aussi le lieu privilégié d'installation des jeunes en début de vie professionnelle. La moindre baisse de la taille moyenne des ménages pourrait aussi traduire la présence d'un nombre accru de jeunes ménages bloqués dans leur parcours résidentiel, et plus ou moins à l'étroit dans leur logement actuel.

Pour en savoir plus

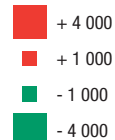
- LOUCHART Philippe et SALEMBIER Laurianne, «Près de 11,6 millions de Franciliens au 1^{er} janvier 2007», *Note rapide*, n° 448, IAU Île-de-France, juin 2008.
- LOUCHART Philippe, «Les pyramides des âges reflètent en partie la nature du parc de logements», in *Atlas des Franciliens*, tome 3, p.26-27, Iaurif-Insee, 2002.

Le recentrage de la croissance démographique francilienne, amorcé dans les années 1990, s'amplifie depuis 1999.



Variation annuelle de la population

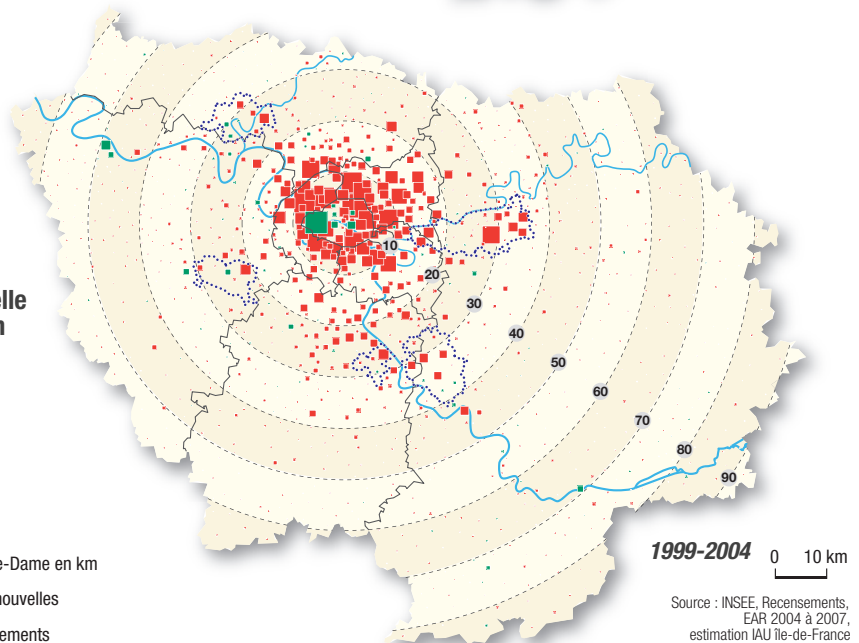
Habitants par an



- 90 - distance à Notre-Dame en km

..... limite de villes nouvelles

— limite de départements



1999-2004 0 10 km

Source : INSEE, Recensements, EAR 2004 à 2007, estimation IAU Île-de-France

Directeur de la publication

François Dugeny

Rédactrice en chef

Marie-Anne Portier

Article

Philippe Louchart

Maquette

Olivier Cransac

Cartographie

Jean-Eudes Tilloy

Diffusion par abonnement

76 € les 40 numéros (sur deux ans)

Service diffusion-vente

Tél. : 01 77 49 79 38

Librairie d'Île-de-France

15, rue Falguière 75015 Paris

Tél. : 01 77 49 77 40

ISSN en cours